

La Russie, au commencement de 1920, proposa à la Roumanie de faire la paix. Le gouvernement de Bucarest répondit alors qu'il n'avait jamais été en guerre avec la Russie. Un projet de conférence réglant toutes les questions pendantes n'aboutit pas. Seul un accord très limité essayant d'éviter des conflits armés entre Russes et Roumains dans les lagunes du Dniester put être établi.

Dernièrement, à l'occasion de l'hospitalité accordée en Bessarabie au bandit Makhno par le gouvernement roumain, Tchichérine et Rakovsky ont eu l'occasion de préciser les revendications de la Russie et de l'Ukraine sur le territoire bessarabien et de s'étonner de l'appui, qu'en conjonction avec l'Etat-Major polonais, l'Etat-Major roumain accorde aux chefs de bandes contre-révolutionnaires.

La position de la Roumanie est absolument semblable à celle de la Pologne. La sagesse relative de son attitude envers la Russie a sa source dans la crainte de l'Armée Rouge.

Le Caucase et la Turquie. — Au commencement de 1920, la Russie soviétique avait pour alliés dans la région du Caucase l'Azerbeïdjan et l'Arménie.

La Géorgie menchévik manœuvrée par l'Angleterre, qui voulait mettre la main sur les pétroles par son intermédiaire, avait adopté à l'intérieur une politique violemment anti-communiste et à l'extérieur manifestait ouvertement son hostilité vis-à-vis de la Russie et particulièrement à l'égard des Soviets d'Azerbeïdjan et d'Arménie. A l'occasion d'un conflit de frontières, la guerre éclata entre la Béorgie et l'Azerbeïdjan. Ce dernier avec ses alliés Arméniens envahit la Géorgie et donna la main à une insurrection communiste qui mit fin au pouvoir des mencheviks et constitua la république des Soviets Géorgiens.

La Turquie d'Angora avait d'abord une politique incertaine à l'égard des Soviets. L'Angleterre essaya de pousser les Kémalistes vers le Caucase. Mais c'était pour les nationalistes turcs renoncer à chasser les Grecs d'Asie-Mineure. La diplomatie russe sut montrer à Mustafa-Kemal que les intérêts véritables de la nation turque n'étaient pas dans une guerre avec les Soviets caucasiens, mais bien dans la défense de l'Asie contre l'impérialisme hellénique. Un traité de paix et d'amitié fut signé entre Moscou et Angora. Ces temps derniers il a été complété par le traité de Kars qui réconcilie les Turcs avec les républiques soviétiques du Caucase.

La Perse. — Dans ses relations avec la Perse, la Russie soviétique a véritablement innové. Elle avait trouvé dans l'héritage des tsars toute une série de traités imposés par la force au gouvernement de Téhéran. Toutes les concessions et mutilations qui en étaient les conséquences ont été abolies. Les banques et propriétés de l'Etat russe en Perse ont été remis aux Persans ; le traité partageant la Perse en deux zones d'influence, une russe et une anglaise, a été déchiré. Les territoires annexés ont été restitués, les capitulations abrogées. En échange la Perse s'engagea seulement à être l'amie de la Russie, à ne

pas servir de base d'opérations contre elle. Ce traité signé le 26 février eut, comme nous allons le voir les plus heureuses conséquences.

LES GRANDES PUISSANCES

L'Angleterre. — Le gouvernement de M. Lloyd George a longtemps souhaité et souhaite peut-être encore la disparition des Soviets. Il leur aurait volontiers fait la guerre si ce n'eût été une entreprise terriblement hasardeuse. Il a subventionné longtemps et largement les ennemis des Soviets, mais il a fini par constater que selon l'expression vulgaire « il n'en avait pas pour son argent ». Aussi dès 1920 il avait accueilli à Londres une mission russe pour parler d'affaires avec elle.

Les pourparlers traînèrent des mois et des mois. Toutes les fois qu'une nouvelle menace s'élevait contre le gouvernement des Soviets, un nouvel obstacle surgissait sur le chemin des négociations. Tout cela montrait que l'Angleterre ne se souciait pas du droit, de la justice ni de la paix et que si elle devait un jour traiter avec la Russie ce serait par nécessité.

Par sa politique, Tchichérine sut fort habilement et fort rapidement faire aux yeux des Anglais les plus rétrogrades la démonstration de cette nécessité.

Le Commissaire du peuple aux Affaires Etrangères commença par déjouer le plan d'agression britannique contre le Caucase. Puis il prononça une offensive diplomatique sur la route des Indes. Le traité russo-persan, les relations nouées avec l'Afghanistan, l'attitude désintéressée de la Russie nouvelle qui, dans ses rapports avec les peuples d'Orient, formait un vif contraste avec la politique britannique, tout cela retentissait profondément dans les masses orientales et chaque jour de retard dans la signature de l'accord anglo-russe équivalait à une défaite anglaise. Au moment de la rébellion de Cronstadt, un nouvel espoir s'empara des réactionnaires anglais dont lord Curzon est le chef de file et la conclusion de l'accord anglo-russe fut encore retardée. Mais les amis de Savinkov furent battus et depuis lors les pourparlers menés activement aboutirent rapidement à l'accord anglo-russe. Les Soviets reconnus comme gouvernement de fait, les relations commerciales renouées, l'engagement pris par l'Angleterre de s'abstenir de toute propagande antisoviétique en Russie et dans les pays limitrophes, tout cela constitue un succès diplomatique de premier ordre et démontre expérimentalement l'excellence de la politique russe.

L'Italie. — L'Angleterre traita avec les Soviets par crainte pour ses possessions d'Asie, d'abord dans l'espoir de retarder un marché commercial. Cette dernière considération et l'activité de la diplomatie russe ont amené l'Italie à entrer en pourparlers avec la Russie. La France toujours hostile aux Soviets intrigue à Rome pour faire échouer les pourparlers, mais le président du Conseil italien a proclamé il y a quelques jours à la Tribune de la Chambre le droit de l'Italie de s'entendre avec la Russie.

La France. — La France s'est enfermée dans une opposition aveugle et absurde aux Soviets. En 1921, elle a essayé de jeter la Pologne et la Roumanie contre la Russie, elle recommencera peut-être au printemps prochain. Des banques françaises achètent actuellement des avions et des mitrailleuses pour Savinkov et Petlioura. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, Tchichérine a mis deux ou trois fois le gouvernement français dans une position désavantageuse : à propos des prisonniers russes en France, de l'appui honteux accordé aux contre-révolutionnaires, du remboursement des emprunts, la diplomatie soviétique a clairement démontré que le Quai d'Orsay ne se soucie nullement de l'intérêt de ses mandants ou des principes d'humanité et que dans sa politique russe il est au service des intérêts particuliers notamment ceux de la « Banque Privée » et de la « Banque Russo-Asiatique ».

Mais la servilité de la grande presse devant les mêmes intérêts a masqué pour la majeure partie de l'opinion française la piteuse figure que ses diplomates font faire à la France.

Le Japon. — L'impérialisme nippon a cru pouvoir profiter de la Révolution russe pour achever la conquête de l'Asie Orientale. Contrecarré dans ses projets par la création de la République communiste d'Extrême-Orient, le Japon a, pendant l'année qui finit, soutenu, organisé et payé toutes les bandes d'aventuriers réactionnaires qui lui ont offert leurs services.

Un coup de surprise a permis à son mercenaire Merkoulov de s'emparer de Vladivostok. L'Etat-Major japonais entretient soigneusement l'agitation dans cette région parce que c'est pour lui un prétexte à prolonger l'occupation militaire. Contre la menace japonaise en Extrême-Orient, la Russie des Soviets se défend de deux manières : Elle s'est entendue avec les Mongols que l'impérialisme japonais menace également, elle a noué des relations avec le gouvernement de Pékin, qui doit craindre le même ennemi. Puis, profitant de l'antagonisme des forces capitalistes, la politique russe a commencé d'opposer l'Amérique au Japon.

Les Etats-Unis. — Le capitalisme américain, capitalisme qui a construit sa théorie, est ennemi de la Révolution russe. Mais il a tout à craindre du Japon. La Russie et la République russe d'Extrême-Orient en accordant à des groupes américains des concessions au Kamtchatka ont su se ménager à Washington des appuis, si bien qu'avant de se présenter à la Conférence internationale, le Japon tenta de se concilier Russes, Mongols et Chinois à la conférence de Daïren. Mais l'intérêt des Soviets n'était pas de s'engager dans une entente partielle avant que l'antagonisme nippon-américain eut ache-

vé son évolution. Et malgré l'opposition théorique du capitalisme américain et du communisme russe, M. Hughes s'est déclaré partisan d'une conférence mondiale où la Russie serait représentée. Et la France devra à bref délai céder sur ce point.

L'ŒUVRE ACCOMPLIE

En un an, la politique extérieure russe a enregistré les importants succès que nous avons énumérés. D'autres, presque aussi considérables les ont accompagnés. L'Allemagne, le 6 mai, l'Autriche, le 7 décembre, ont signé un traité commercial avec la Russie et repris les relations diplomatiques. La Suède a accueilli une représentation russe accréditée auprès de tous les pays scandinaves.

La Russie soviétique n'est plus isolée. Le bloc des puissances capitalistes, qui en 1920 étaient unies pour conspirer sa perte est brisé. Ce n'est pas que les financiers de tel ou tel pays aient une sympathie quelconque pour le communisme russe, mais les capitalistes, maîtres du monde, se partagent en deux écoles :

Les uns croient que la destruction du régime des Soviets comporterait trop de frais et d'aléas pour être une entreprise avantageuse et qu'il vaut mieux composer ;

Les autres rêvent d'établir par la force un régime de protectorat qui leur permettrait d'exploiter le sol et la population russes.

Cette tendance est celle de la France et de ses vassaux (Pologne et Roumanie). Elle s'explique par le fait que le capitalisme français, mal organisé pour concurrencer nos rivaux d'Allemagne, d'Angleterre et des Etats-Unis est porté à vouloir compenser par les tanks et les mitrailleuses l'infériorité de sa technique capitaliste.

Avec le Japon qui pour des raisons différentes aboutit aux mêmes conclusions, il reste là un groupe de puissances dont les intentions hostiles à la Russie ne tentent même pas de se déguiser et qui sont d'autant plus inquiétantes pour les amis de la paix que la Pologne et la Roumanie sont les voisins de la Russie et que la Finlande par ambition territoriale est prête à participer à leurs incartades.

L'année qui s'ouvre offre pour première tâche à Tchichérine et à Rakovsky, la dissolution de cette coalition.

Leur activité passée montre qu'ils mettront en œuvre tout ce que l'intelligence peut apporter de renfort à une cause juste.

Et la sérénité de leur action diplomatique sera faite de la certitude qu'en cas d'un triomphe de la folie à Paris, à Varsovie, à Bucarest, à Tokio ou à Helsingfors, l'Armée Rouge saura faire en 1922 ce qu'elle a fait en 1920.